

Les saboteurs du climat

Dans la même collection

Emmanuel Daniel
Le Tour de France des alternatives
2014

Grégoire Souchay, Marc Laimé
Sivens, le barrage de trop
2015

NICOLAS
DE LA CASINIÈRE

Les saboteurs
du climat

Éditions du Seuil

Ce livre est publié en partenariat entre les Éditions du Seuil
et La Pile, l'association qui édite «Reporterre»,
le quotidien de l'écologie.
Collection dirigée par Hervé Kempf.

ISBN 978-2-02-122720-8

© Éditions du Seuil, octobre 2015

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.reporterre.net
www.seuil.com

INTRODUCTION

Et si les fautifs du changement climatique n'étaient pas ces États qui, sommet après sommet, échouent à s'accorder pour limiter le réchauffement à 2°C ? Et si l'échec des efforts pour enrayer le dérèglement climatique ne venait pas des gouvernements, impuissants face aux lobbys économiques, ni même de chaque individu, accusé de ne pas en faire assez dans ses choix quotidiens ? Et si les freins aux vraies mesures venaient de ceux qui n'ont pas de frontières ? Et si les ennemis du climat étaient les multinationales menant le monde plus sûrement que les dirigeants des pays réputés les plus puissants ?

L'information a été soigneusement négligée par les médias dominants. Selon une étude publiée en 2013 par la revue scientifique *Climatic Change*, deux tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre accumulées dans l'atmosphère depuis le début de la révolution industrielle sont le fait de quatre-vingt-dix

grandes firmes seulement. Une part essentielle du défi du changement climatique se trouve là.

Aujourd'hui, en apparence, l'ère du doute climato-sceptique est passée. Les grands patrons des majors des énergies fossiles admettent que le problème est sérieux, et s'obligent à des discours de bonne volonté. Mais, même voués à disparaître, ces géants de l'économie résisteront avec une énergie farouche avant de s'avouer vaincus. On peut les voir soigner leur image, articuler les déclarations sur leurs nouvelles responsabilités, brandir des chartes de bonne conduite.

En réalité, les géants des énergies fossiles font tout pour maintenir leurs activités et leur profit le plus longtemps possible. Première manœuvre : le charbon sacrifié par les trusts des pays du Nord, pour sauver le reste. Le gaz est mis en avant comme le plus propre alors qu'il est juste moins sale, bien utile pour mêler dans les esprits gaz naturel et gaz de schiste, fossiles et épuisables. Quant au pétrole, il reste en retrait, discrètement oublié.

On peut donc s'attendre à une combativité tenace des industriels et de leurs alliés financiers, qui n'hésitent pas à peser au plus haut niveau pour faire sauter les obstacles, comme l'avait illustré en 2013 la démission forcée de Delphine Batho, ministre de l'Écologie, sous la pression des lobbys du gaz de schiste et du pétrole.

Quant aux banques, dont le pouvoir collectif est peut-être plus grand encore que celui des oligopoles

INTRODUCTION

fossiles, leur responsabilité est cruciale. « Les banques aggravent le problème climatique en poursuivant leurs investissements dans les énergies fossiles. Elles bloquent les solutions en exerçant des pressions et du lobbying. Quant à l'argent échappant à la fiscalité dans les paradis fiscaux, il pourrait servir à la transition énergétique », résume Yann Louvel de l'ONG BankTrack, en réponse à l'auteur.

On peut comprendre notre impuissance apparente face au changement climatique en se rappelant que l'histoire mondiale a déjà connu un épisode similaire, avec la fin de la traite négrière, avant l'abolition de l'esclavage. Menacés d'être interdits de livrer des esclaves aux Antilles, les armateurs négriers et les investisseurs dans le commerce triangulaire avaient plaidé emploi et croissance. Les colonies ? Un des piliers de notre richesse nationale. Les Noirs captifs ? Indispensables à la rentabilité des plantations, dépendante de cette main-d'œuvre vitale.

Aujourd'hui, les industries extractives utilisent le même argumentaire. Elles font valoir les emplois dans leurs filières et le maintien de pans entiers des secteurs associés. Et elles vont même parfois, comme la Fondation Bill & Melinda Gates, ou certains géants de l'énergie, jusqu'à affirmer leur rôle altruiste, dans un monde où l'électricité serait un vecteur de civilisation, qu'on l'obtienne en brûlant du charbon, du fioul, du gaz, ou en recourant au nucléaire. « Nous sommes là pour donner l'énergie au monde qui le demande. Gaz,

charbon, pétrole, on a besoin de tout pour faire face à cette réalité. Nous sommes une part du problème mais nous sommes aussi une part de la solution», soutient le PDG de Total, Patrick Pouyanné, à la tribune du Business & Climate Summit à Paris en mai 2015, s'excusant en souriant d'être un des plus gros pollueurs de l'assemblée. Ali Al-Naïmi, ministre saoudien des Pétroles, a des accents de compassion : « 1,3 milliard d'habitants de la terre n'ont pas accès à l'électricité. Notre priorité doit être l'accès de tous à l'énergie, toutes les formes d'énergie. Notre défi est de rendre cette énergie abordable, fiable et climato-compatible. » Il suffit d'oublier que les chercheurs montrent que, pour maintenir le réchauffement en dessous de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle, un niveau déjà très élevé, il faut laisser sous terre plus de la moitié des ressources fossiles existantes.

Ne rien changer, tel est le mot d'ordre, avant que l'on soit assuré qu'une nouvelle politique garantira le maintien des profits. Pour beaucoup d'entreprises, le changement climatique constitue « une immense opportunité pour notre pays, une opportunité fantastique de créer de la croissance et des emplois », comme l'écrit le Medef. Bien sûr, le patronat exige des aides publiques, des incitations, des aménagements financiers et fiscaux qui lui soient favorables. En attendant cette manne, il œuvre en coulisses pour reporter contraintes et restrictions.

INTRODUCTION

Selon le Policy Studies Institute de l'université de Westminster, 77% des 500 plus grosses sociétés mondiales sont membres de lobbys agissant sur des enjeux climatiques, freinant l'adoption de lois, portant la pression sur les réglementations contraignantes.

Il est certain que prévenir l'aggravation du changement climatique demandera une mutation économique, et que les entreprises y auront toute leur part. Mais à condition que la société et les dirigeants responsables sachent empêcher de nuire les criminels en costume-cravate qui, au nom du profit et du rendement financier, bloquent l'effort collectif qui veut préserver l'avenir. Il faut les connaître, ces saboteurs du climat. Pour la première fois, les voici réunis, à visage découvert.

1. PÉTROLE : NOIR C'EST NOIR

Impliqué. Comme Total se vante d'être «impliqué pour une meilleure énergie», la société Perenco se dit aussi «impliquée» pour «une exploration, une production et un développement responsables». Marché international oblige, les slogans du géant et du Petit Poucet français du pétrole sont brandis en anglais. Loin de l'Europe, le nom de Perenco, alias Perrodo Energy Company, est, comme celui de Total, souvent associé à de noirs soupçons. La politique agressive des pétroliers sur le terrain n'épargne ni les autochtones ni l'environnement, entretenant des proximités sanglantes avec les régimes autoritaires, de la junte birmane aux escadrons de la mort colombiens. La quête du pétrole se montre parfois aussi violente que la conquête de l'Ouest, popularisée par les westerns.

Inconnu du grand public en France, le nom de Perenco est en revanche connu comme le loup noir en Colombie. Des années que les journaux de Bogota associent Perenco à des désastres écologiques ou à

de graves atteintes aux droits humains, pressions, menaces, enlèvements, élimination de syndicalistes, d'écologistes, jusqu'à des exécutions sommaires par les sinistres paramilitaires au début des années 2000.

En 2011, cinq de ces anciens paramilitaires avouent à la justice leurs accointances avec Perenco dix ans plus tôt. Payés en dollars, en essence, ces soldats irréguliers couverts par le gouvernement assuraient la protection de camions-citernes de la compagnie. En retour, Perenco finançait Autodefensas Unidas del Casanare, le groupe d'extrême droite locale auquel ils appartenaient, et ses membres lourdement armés, auteurs de crimes, de séquestrations et de massacres de civils.

Perenco est aussi accusé de fuites d'hydrocarbures, de lourds dégâts à l'environnement et de harcèlement de syndicalistes. Cette complicité des compagnies pétrolières avec les escadrons de la mort englobe aussi la britannique BP, et la compagnie nationale colombienne Ecopetrol.

En Afrique, le pétrole s'exploite aussi sans ménagements. Le rapport dressé en octobre 2014 par l'ONG Sherpa, spécialisée dans la défense des populations contre les crimes économiques, sur l'exploitation au Bas-Congo, en République démocratique du Congo, par exemple, est affligeant. Un véritable réquisitoire : « Emploi précaire, représailles contre les personnes revendiquant leurs droits, émission de gaz toxiques, enfouissement de déchets, fuites de pétrole polluant les ressources naturelles et halieutiques dont vivent les

populations, et enfin absence d'indemnisations pour les pertes subies: le coût humain et environnemental de l'exploitation pétrolière à Muanda, telle que pratiquée par l'entreprise Perenco, est extrêmement lourd.»

Dans l'économie du pétrole, Perenco exerce un métier de nettoyeur terminal. Quand il n'y en a plus, il y en a encore. Les gisements facilement accessibles et donc exploitables à des coûts raisonnables s'amenuisent, se tarissent. Restent les gisements plus lointains, plus profonds, plus coûteux aussi, requérant des technologies plus sophistiquées. Leur exploitation est, aussi, bien plus gourmande en énergie. Dépenser plus d'énergie pour obtenir plus d'énergie n'est pas le moindre des paradoxes de cette fuite en avant.

Perenco s'est fait une autre spécialité: racler les fonds de tiroirs. «Jusqu'à la dernière goutte, coûte que coûte», pourrait être son slogan. La compagnie rachète les vieux puits presque épuisés, réputés avoir consommé leur rentabilité première et abandonnés par les majors. As de la rentabilité ultime, Perenco accommode les restes, récurve pour en tirer le maximum à moindre coût. Le monde pétrolier appelle ça la reprise de «champs matures», quand le gisement est estimé à moins d'un dixième des réserves initiales. Des sites pétroliers ou gaziers moribonds, à terre ou en mer, Perenco en rachète à toutes les majors, ConocoPhillips, Chevron, BP, Petrobras, tant en Afrique qu'en

Amérique latine, dans le Dorset anglais, au Vietnam, en Turquie...

La stratégie du toujours plus

Impliquée en République démocratique du Congo depuis 2000, après avoir racheté une concession à Chevron, épuisée par trente-cinq ans de forages, «Perenco a pu prolonger la durée de vie économique [de ces champs matures], contribuant ainsi à la création de nouvelles réserves», a expliqué son géologue Thierry Supa-Ma-Mbapi à Kinshasa en janvier 2013, lors d'un colloque intitulé «Tenir à long terme les stratégies d'exploration des hydrocarbures». Pas question d'émissions de CO₂ à modérer, mais bien de jusqu'au-boutisme et de business sans limites. Ses techniques disent le toujours plus: «stimulation des puits, perforations additionnelles, développement de réservoirs additionnels». L'objectif affiché est simple: «réduire les coûts non productifs, reprendre la production, puits par puits, effectuer des synergies avec une approche multidisciplinaire et optimisation opérationnelle afin de compléter la récupération primaire». En clair, le moins cher possible pour un maximum de barils. En réduisant soigneusement les frais de maintenance des installations, en ne remplaçant que les équipements vraiment usés jusqu'à la corde, Perenco maximise ses profits immédiats. Et tant pis pour la sécurité des ouvriers et les pollutions subies par les

habitants alentour, les fuites de brut, le torchage de gaz et l'abandon de déchets toxiques.

Alerté, le Sénat congolais a mené, en novembre 2013, une enquête sur la pollution due à Perenco et a tancé la firme française, exigeant la décontamination des eaux acides et des sols imprégnés par les fuites d'hydrocarbures, tout en demandant des sanctions « pour avoir fourni des informations erronées et d'en avoir caché d'autres en vue d'induire délibérément la commission [d'enquête] dans l'erreur en faussant l'expertise ». « Les gens ne peuvent plus cultiver, ils n'ont plus d'eau potable, les rivières sont polluées, c'est inacceptable ! Le pays ne peut pas continuer comme ça, qu'on laisse ces entreprises faire n'importe quoi sans tenir compte que nous sommes des êtres humains », s'était déjà insurgé le député Gilbert Kiakwama, le 5 mai 2008 sur Radio Okapi.

Au Gabon, Perenco fore profond en mer dans le gisement mature M'Bya, la fracturation hydraulique permettant de fouiller les couches peu perméables du grès – sans se soucier des risques de désordres hydrogéologiques, de contamination des nappes phréatiques, d'injection de produits chimiques polluants ou de fuites incontrôlées de pétrole.

Au Pérou, en pleine forêt vierge amazonienne, Perenco extrait du brut dans une zone où vivent des populations indigènes en isolement volontaire, à 350 kilomètres de la ville la plus proche, Iquitos. En novembre 2010, une cinquantaine d'ONG ont

demandé aux compagnies Perenco, Repsol et ConocoPhillips de renoncer à leurs activités dans ce secteur péruvien de l'Amazonie, habité par ces communautés isolées dont la survie est en jeu. Ces dernières manquent de défenses immunitaires face aux maladies et risquent de disparaître au contact des ouvriers du pétrole porteurs de virus inconnus dans ces milieux forestiers. Si la présence des activités pétrolières menace les communautés waorani, pananujuri et abijira, ce n'est pas le problème de Perenco, qui a obtenu du gouvernement de percer une route et un oléoduc de 207 kilomètres à travers la forêt vierge. Dans ces régions, toute nouvelle route qui tranche la forêt ouvre la voie au défrichage clandestin de forestiers. L'exploitation illégale du bois est la première étape du grignotage de la forêt tropicale, menant à la déforestation irréversible et responsable d'un cinquième des émissions de gaz à effet de serre, autant que tout le secteur des transports. « Bien que les forêts tropicales ne couvrent que 7% de la surface de la Terre, elles emmagasinent une grande quantité de CO₂ et font office de véritables barrières contre les changements climatiques », rappelle Greenpeace.

Dans les entrailles de Pacha Mama

Toujours dans des puits en fin de vie exploités depuis un demi-siècle, Perenco arrache depuis 2001 du pétrole des entrailles de Pacha Mama, la mère terre,

dans le nord du Guatemala. On y extrait du pétrole lourd, de mauvaise qualité, dont on ne peut pas faire du carburant, juste de l'asphalte. En 2010, le contrat de concession a été prolongé de quinze ans, en violation des lois et des traités en vigueur. Même si le Code du pétrole guatémaltèque préserve déjà au maximum les intérêts des multinationales, il a fallu contourner les lois existantes et les conventions internationales. Signée par le ministre de l'Énergie et des Mines, la prolongation a été jugée illégale par le ministre de l'Environnement. Le président de la République a finalement passé outre cette objection écologiste au sein du gouvernement. Les puits perforent une zone naturelle protégée, le parc national Laguna del Tigre, noyau de la Réserve de la biosphère maya créée en 1990. C'est aussi la plus grande zone humide d'Amérique centrale (et la seconde en Amérique latine), protégée par la Convention relative aux zones humides d'importance internationale Ramsar [du nom de la ville iranienne où elle a été signée], notamment depuis 1989. En pleine forêt, Perenco ne s'embarrasse pas de détails. Les sols pollués, l'air, les eaux aussi, les stocks de poisson dévastés, la forêt ratiboisée pour établir les puits, la production de dioxyde de carbone, une pluie acide, la corrosion des toits de zinc ? Dommages collatéraux. Les ONG sur place ont vu les effets sanitaires sur les populations : taches sur la peau, maux de tête, nausées, problèmes de vue, de gorge, de respiration, cancers anormaux près de la raffinerie de Libertad.

Des paysans spoliés de leur terre, et de nouveaux puits de pétrole percés sur des terres cultivées par des agriculteurs à qui on ne demande pas leur avis. Menaces, expulsions, intimidations. Pour sécuriser la zone décrétée dangereuse, le gouvernement guatémaltèque a installé en novembre 2010 un contingent de 250 soldats dits d'élite, dénommés « bataillons écologiques » [*sic*] et financés par Perenco, à raison de 0,30 dollar par baril de pétrole. Perenco a déboursé 3 millions de dollars pour financer six nouvelles casernes militaires. Mais pour la société pétrolière, c'est tout bénéf : les royalties à payer à l'État sont inférieures aux « coûts récupérables », investissements faits par l'entreprise puis remboursés par l'État, couvrant salaires des employés, frais d'alimentation et d'habillement, frais médicaux et assurances, machines et équipement, combustibles, coûts de recherche et forage, honoraires de consultants en audit fiscal... « Perenco Guatemala Ltd tire bénéfice de la faiblesse de l'État d'accueil », concluent les ONG.

Concentration pour un paradis fiscal

Appelée Kelt Energie de 1975 à 1997, créée par Hubert Perrodo, un Breton de Larmor-Baden, décédé dans un accident d'alpinisme en 2006, Perenco est une entreprise familiale française. Enfin, il faut le dire vite. Ce « petit » pétrolier détenu par la famille Perrodo a su disperser ses sièges et centres financiers, et organiser

son opacité: siège social à Paris, siège opérationnel à Londres, chapeauté par une holding enregistrée à Nassau, aux Bahamas, paradis fiscal notoire, comme les filiales africaines et latino-américaines. La filiale tunisienne a été transférée en février 2011 des Bahamas aux îles Caïmans. Autant de procédés classiques pour organiser la discrétion des comptes. L'entreprise appartient à la famille Perrodo, Bretons résidents en Grande-Bretagne, où ils sont classés au 14^e rang des plus riches milliardaires du pays. Avec des avoirs estimés à 8,2 milliards de dollars, le prestigieux magazine *Forbes* les place, en 2015, 149^e au palmarès des fortunes mondiales. Sous le seul contrôle familial, Perenco, qui n'est pas coté en Bourse, n'a pas de comptes à rendre aux actionnaires ni de bilan annuel à publier. À moins de mésentente domestique, le groupe ne répond de sa stratégie qu'au clan Perrodo: Carrie Perrodo, veuve du fondateur, ancien mannequin, et ses trois enfants. Complémentaire des majors du pétrole dont elle rachète les sites en fin de vie, cette petite multinationale prend pleinement sa place dans la filière, dont elle illustre la pugnacité.

**Total, gros pollueur assumé,
« activiste » proclamé**

Plus observée, la compagnie Total argumente davantage, met en avant ses avoirs dans l'énergie solaire, et plaide surtout pour le gaz réputé moins

émetteur de CO₂, deux fois moins que le charbon, même si, sur tout son cycle de vie, ce gaz tant vanté reste quarante fois plus émetteur que l'énergie éolienne...

Le gaz naturel paraît comme une fausse bonne solution pour restreindre le réchauffement à +2°C d'ici à 2100. La vraie solution, tous les experts l'admettent, consisterait à laisser dans le sol la moitié des réserves de gaz, mais aussi 90% du charbon australien, chinois et américain, et pratiquement tous les sables bitumineux du Canada, tout le pétrole et le gaz de l'Arctique et le gaz de schiste en général. Gaz soutenable, solaire pour montrer sa bonne foi, mais pétrole quand même... pour connecter les pauvres au progrès : voilà l'argumentaire du moment, destiné à préserver le cœur de métier, le pétrole brut, sous toutes ses formes, conventionnel, c'est-à-dire liquide ou fluide, ou pas. Les hydrocarbures «non conventionnels», gaz et huile de schiste, sables bitumineux, font partie des nouveaux produits que l'industrie veut à tout prix exploiter, même si les baisses du prix du baril de brut ont affecté leur rentabilité. La hausse des tarifs du baril rend intéressant le développement des hydrocarbures non conventionnels, la baisse le compromet.

Lors du Business & Climate Summit, organisé en mai 2015 à Paris par l'Unesco, les patrons du CAC 40 se sont efforcés de passer pour des gens de bonne volonté. De table ronde en conférence, ils ont repris en boucle le mot de Pascal Lamy, l'ex-directeur de



RÉALISATION : IGS-CP À L'ISLE-D'ESPAGNAC
IMPRESSION : CORLET IMPRIMEUR S.A. À CONDÉ-SUR-NOIREAU
DÉPÔT LÉGAL : OCTOBRE 2015. N° 122720 (000000)
– *Imprimé en France* –

